

## Chronologie de l'économie mondiale

*Julie Lochard\**

### GOVERNANCE INTERNATIONALE

**16-27 juillet 2001** – La sixième Conférence des Nations unies sur les changements climatiques se réunit à Bonn (Allemagne) afin d'établir les règles d'application du protocole de Kyoto qui prévoit, à l'horizon 2008-2012, la réduction de 5,2 % des émissions de gaz à effet de serre (sur la base de celles de 1990) des pays industrialisés. Après une négociation difficile, les représentants de 180 pays signent un accord considéré par beaucoup comme minimum et ambigu dans la mesure où les États-Unis ont refusé de s'y associer et où il ne prévoit pas de sanctions en cas de non-respect des engagements. Pour entrer en vigueur, le protocole devra être ratifié par 55 pays, incluant des pays industrialisés, ayant totalisé au moins 55 % des émissions de CO<sub>2</sub> en 1990.

**20-22 juillet** – Le Groupe des Huit (G8) se réunit à Gênes (Italie) pour son 27<sup>e</sup> sommet. Il s'engage à doter de 1,3 milliard de dollars un Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose et entérine le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » (NEPAD), dont l'initiative revient aux présidents libyen, sénégalais, et sud-africain. Le NEPAD vise à favoriser les investissements étrangers en Afrique (en promouvant notamment l'éducation, la santé et une bonne gouvernance) et à rendre plus aisé l'accès aux marchés des pays développés. Près de 200 000 personnes manifestent dans les rues de Gênes pour protester contre la mondialisation libérale et les violents affrontements qui les opposent aux forces de police italiennes font un mort et plusieurs centaines de blessés parmi les manifestants. Les huit chefs

\* Julie Lochard est allocataire de recherche à l'université Paris-I.

d'État reconnaissent dans leur communiqué final la nécessité d'un « large partenariat avec la société civile ».

**11 septembre** – Les attaques terroristes aux États-Unis ont des répercussions immédiates sur l'économie des pays de l'OCDE. La confiance des ménages et des entreprises, déjà affaiblie depuis plusieurs mois, s'effondre. Le PIB réel américain chute au troisième trimestre, mais la consommation des ménages permettra une reprise plus rapide que prévu. Certains secteurs sont néanmoins fortement touchés, (transports aériens, assurance et tourisme). Les marchés financiers résistent bien. Dès l'annonce de la catastrophe, la Banque centrale américaine (Fed) indique qu'elle est prête à injecter un montant illimité de liquidité pour éviter un effondrement du système financier. Les banques centrales des principaux pays de l'OCDE procèdent également à de fortes baisses des taux d'intérêt.

**17-18 novembre** – Devant initialement se tenir fin septembre à Washington, la réunion annuelle du FMI, de la Banque mondiale et du G20 (le Groupe des Vingt regroupant le G7 et les principaux pays émergents) a finalement lieu à Ottawa (Canada). Le G20 adopte un vaste plan de lutte contre le financement du terrorisme : notamment, gel des avoirs des organisations terroristes, collaboration internationale sous forme d'échanges de renseignements, aide technique. De plus, le mandat du FMI est étendu à la lutte contre le financement du terrorisme.

**31 janvier-4 février 2002** – Le 32<sup>e</sup> Forum économique mondial se réunit à titre exceptionnel à New

York, et non à Davos, site historique de l'organisation, pour marquer sa solidarité avec les victimes des attentats du 11 septembre. Les principaux thèmes débattus sont les inégalités persistantes, la croissance mondiale et le rôle des États, de la société civile et des institutions internationales face à la globalisation. Le deuxième Forum social mondial se réunit aux mêmes dates à Porto Alegre (Brésil). Il rassemble 50 000 participants venus d'environ 80 pays (ONG, syndicalistes, militants associatifs, parlementaires et membres de gouvernements) autour de la remise en cause de la politique économique et militaire américaine et de l'action des institutions internationales. Un autre thème largement abordé est celui de l'annulation de la dette des pays pauvres.

**8-9 février** – Selon les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G7 réunis à Ottawa (Canada), les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées, malgré la situation japonaise qui reste préoccupante. Américains et Européens s'opposent sur les moyens de relancer l'aide au développement, les États-Unis privilégiant une transformation des prêts de la Banque mondiale en dons, tandis que l'Europe craint que cette mesure ne provoque un assèchement de l'aide. Par ailleurs, le G7 souligne le succès des premières mesures de lutte contre le financement du terrorisme qui a conduit quelque 150 États à geler plus de 100 millions de dollars.

**18-22 mars** – La Conférence des Nations unies sur le financement du développement réunit à Monterrey (Mexique) une soixantaine de chefs

d'État et de gouvernement. L'Union européenne annonce une augmentation de son aide qui passera de 0,33 % du PIB à 0,39 % en 2006, tandis que les États-Unis se proposent de porter la leur de 0,10 % à 0,13 %. En outre, les pays riches s'engagent à adopter une logique de « partenariat » plutôt que d'assistance. De leur côté, les pays en développement réclament un accès non discriminatoire aux marchés occidentaux, et des efforts supplémentaires pour alléger le poids de leur dette.

**26-27 juin** – Le G8 se réunit à Kananaskis (Canada) et adopte un « Plan d'action pour l'Afrique » rassemblant différentes initiatives comme le NEPAD. Le seul engagement financier porte, dans le cadre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE), sur une rallonge de 1 milliard de dollars destinée à aider les pays touchés par la baisse du cours des matières premières. La Russie reçoit, elle, près de 20 milliards de dollars sur dix ans pour démanteler son arsenal biologique, chimique et nucléaire.

#### COMMERCE INTERNATIONAL

**20 août 2001** – L'OMC donne raison à l'Union européenne en condamnant une nouvelle fois les États-Unis pour leur système d'aides fiscales à l'exportation. Celui-ci permet aux sociétés américaines d'exporter *via* des sociétés défiscalisées, les *Foreign Sales Corporations* (FSC), et ainsi de réduire leurs charges fiscales d'environ 30 %.

**9-14 novembre** – Après l'échec de la conférence de Seattle (fin 1999), la 4<sup>e</sup> conférence ministérielle

de l'OMC à Doha (Qatar) lance un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales qui débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et s'étalera sur une période de trois ans au maximum. Afin de répondre aux revendications des pays en développement, les pays riches acceptent de signer une déclaration visant à rendre compatible l'accord sur la propriété intellectuelle (ADPIC) avec la santé publique en reconnaissant l'accès de tous aux médicaments. Cet accord permet aux pays pauvres de suspendre un brevet sur un médicament générique en cas d'urgence sanitaire. En ce qui concerne les produits agricoles, l'Union européenne d'une part, les États-Unis et les pays du groupe de Cairns d'autre part, parviennent à un compromis prévoyant de maintenir l'objectif d'une élimination progressive des subventions à l'exportation, mais sans fixer de date butoir.

**11 décembre 2001 et 1<sup>er</sup> janvier 2002** – La Chine et Taiwan deviennent respectivement les 143<sup>e</sup> et 144<sup>e</sup> membres de l'OMC. Par cette adhésion, la Chine cherche à ouvrir de nouveaux débouchés à ses exportations, mais aussi à se protéger de pratiques unilatérales et à accélérer ses restructurations économiques.

**30 décembre** – Lors du 22<sup>e</sup> sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à Mascate (Oman), les représentants de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Émirats arabes unis, du Qatar, de Bahreïn et d'Oman décident de constituer une union douanière en 2003 et une union monétaire en 2010.

**1<sup>er</sup> janvier 2002** – Les six pays fondateurs de l'Association des nations du Sud-Est asiatique ou

ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) entrent dans un système de quasi libre-échange dans lequel les droits de douane sur les produits agricoles et manufacturiers varient entre 0 % et 5 %.

**10 janvier** – Un accord d'association est signé entre l'Union européenne et le Liban, similaire à celui conclu avec l'Algérie le 19 décembre. Parmi les 12 pays méditerranéens signataires de la Déclaration de Barcelone, seule la Syrie n'a pas encore conclu un tel accord.

**5 mars** – L'administration Bush instaure des taxes sur les importations d'acier, comprises entre 8 % et 30 %, pour trois ans, pour protéger les grands groupes sidérurgiques américains. Cette mesure suscite de vives protestations de la part des pays exportateurs d'acier, dont l'Union européenne qui porte plainte le 7 mars devant l'OMC. La Commission européenne adopte une série de « mesures de sauvegarde » afin de se protéger contre des importations supplémentaires en provenance de pays privés de débouchés aux États-Unis (tarifs douaniers compris entre 14,9 % et 26 % sur les importations d'acier dépassant le niveau de 2001). Par ailleurs, la Commission menace de prendre des mesures de rétorsion, en fixant des surtaxes sur deux listes de produits américains (denrées alimentaires et articles textiles). Ces listes ont été notifiées à l'OMC le 18 juin, mais la Commission a donné aux États-Unis un sursis jusqu'à fin août pour qu'ils puissent proposer des compensations financières ou des exemptions.

**8 mai** – Le Sénat américain adopte une loi d'aide à l'agriculture

qui prévoit une augmentation des subventions de près de 70 %, portant le montant total des aides fédérales versées aux agriculteurs à plus de 180 milliards de dollars sur dix ans. Cette loi, votée aussi bien par les républicains que par les démocrates, suscite de vives protestations notamment de la part de l'UE, du Brésil et de l'Australie qui invoquent une distorsion de la concurrence.

#### ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

**9-11 juillet 2001** – Lors de son 37<sup>e</sup> sommet à Lusaka (Zambie), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) annonce son remplacement par l'Union africaine. Voulant s'inspirer du modèle de l'Union européenne, cette nouvelle institution devrait progressivement se doter d'une Commission, d'un Conseil des ministres, d'un Parlement, d'une banque centrale et d'une Cour de justice. Les pays africains adoptent par ailleurs un texte qui deviendra le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ».

**30 juillet** – Le sénat argentin adopte un plan d'ajustement économique dit de « déficit zéro », qui prévoit une augmentation des impôts et une réduction de 13 % des salaires et des retraites des fonctionnaires supérieurs à 500 dollars.

**14 novembre** – Pour faire face à la baisse du cours du pétrole (qui est passé la veille au-dessous de 18 dollars pour un baril), les pays de l'OPEP, réunis à Vienne en Autriche, décident de réduire leur production de 1,5 million de barils par jour à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**5 décembre** – Le FMI refuse de déboursier 1 264 millions de dollars promis à l'Argentine dans le cadre d'un programme d'aide d'un montant total de 21,6 milliards de dollars. Selon le FMI, l'Argentine n'a pas respecté l'objectif budgétaire qu'elle s'était fixé en juillet. La Banque mondiale et la BID (Banque interaméricaine de développement) suspendent à leur tour le versement de 1,1 milliard de dollars.

**7 décembre** – Deux mois après le début de l'offensive militaire américaine en Afghanistan, le régime taliban capitule, et Hamid Karzaï est nommé chef du gouvernement intérimaire. L'économie, dévastée par la guerre et par plusieurs années de sécheresse, repose désormais en grande partie sur le commerce de l'opium et la contrebande qui connaissent une croissance exponentielle depuis la chute du régime taliban.

**14 décembre** – La Côte-d'Ivoire renoue avec les institutions internationales (Banque mondiale et FMI) après trois ans d'isolement diplomatique et économique. L'aide de la Banque mondiale devrait s'élever à 280 millions de dollars.

**Décembre** – L'Argentine, qui connaît une récession depuis plus de trois ans, fait face à une grave explosion sociale. Les émeutes conduisent le président Fernando de la Rúa à démissionner le 20 décembre. Il est remplacé par Adolfo Rodríguez Saa qui annonce un moratoire sur la dette publique. Il est à son tour contraint de se retirer et, le 2 janvier 2002, le Congrès désigne le sénateur péroniste Eduardo Duhalde comme président de la République. Ce dernier fait approuver le 6 janvier par le

Congrès la « loi d'urgence économique » qui impose une dévaluation de près de 29 % du peso, mettant ainsi fin au système de parité avec le dollar en vigueur depuis avril 1991.

**4 février** – Le FMI accorde à la Turquie un prêt de 16 milliards de dollars sur trois ans, remplaçant un précédent accord signé en 1999 qui se chiffrait à 19 milliards. La Turquie a connu une grave récession en 2001 et sa dette équivaut aujourd'hui à près de 100 % du PIB.

**12 avril** – Après trois jours de grève générale, Hugo Chavez, le président vénézuélien élu en décembre 1998, abandonne le pouvoir sous la pression des militaires. Grâce au soutien de nombreux manifestants et d'une partie de l'armée, il est rétabli dans ses fonctions et lance un appel à la réconciliation nationale.

**23 avril** – La crise argentine entre dans une nouvelle phase avec la démission du ministre de l'Économie, Jorge Remes Lenicov. Celui-ci avait élaboré un projet de loi visant à convertir les dépôts bancaires, gelés depuis décembre 2001, en obligations d'État ; ce texte n'a pas été mis en application.

**1<sup>er</sup> juillet** – Hong Kong fête le cinquième anniversaire de sa rétrocession à la Chine. Au niveau politique, les atteintes aux libertés se multiplient, tandis que, sur le plan économique, les effets de la crise asiatique de 1997 perdurent et la concurrence de Shanghai s'accroît.

#### EUROPE

**1<sup>er</sup> juillet 2001** – Le PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) entre en vigueur en France, alors que le chômage est reparti à la hausse depuis

le mois de mai. Ce dispositif, qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle convention d'assurance-chômage signé par le patronat et une partie des syndicats (CFDT, CFTC et CGC), reconsidère les conditions d'indemnisation et introduit un accompagnement personnalisé des chômeurs. Sa mise en œuvre s'accompagne d'une réduction des cotisations employeurs et de la fin de la dégressivité des allocations pour les nouveaux inscrits aux Assedic.

**17 septembre** – La BCE (Banque centrale européenne) réduit son taux d'intérêt directeur de 4,25 % à 3,75 %. Cette mesure, qui fait suite à une décision similaire prise par la Réserve fédérale américaine, a pour but d'enrayer les effets économiques néfastes engendrés par les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

**21 septembre** – À Toulouse, l'usine pétrochimique Azote de France (AZF), qui appartient au quatrième groupe pétrolier mondial TotalFinaElf, explose, causant la mort de trente personnes. Cette catastrophe a des conséquences importantes pour le groupe, en termes financiers d'abord, puisqu'il devra assumer une grande part du coût de l'accident (entre 1,5 et 2,3 milliards d'euros), mais aussi en termes d'image de marque, à peine deux ans après le naufrage du pétrolier *Erika* affrété par Total.

**7 octobre** – Mise sous tutelle administrative de Railtrack, la société en charge des infrastructures ferroviaires en Grande-Bretagne et privatisée en 1996. Cette faillite marque l'échec de la politique de privatisations privilégiée par le gouvernement conservateur de John Major.

**30 octobre** – Dans le cadre de la politique européenne de la concurrence, la Commission interdit le rachat du groupe français d'emballage Sidel par le groupe suédois Tetra Laval. C'est la cinquième fusion bloquée par Bruxelles depuis le début de l'année 2001. Déjà, la Commission s'était opposée à un projet de fusion entre deux groupes américains General Electric et Honeywell en juillet, puis le 10 octobre, elle avait interdit la fusion des deux grands industriels français Schneider et Legrand.

**14 décembre** – Pour développer son réseau de production et de distribution télévisée aux États-Unis, Vivendi Universal acquiert les actifs de l'entreprise américaine USA Networks pour un montant total de 10,5 milliards de dollars. L'entreprise française cherche ainsi à faire jeu égal avec les géants du secteur comme AOL, Time Warner ou Viacom.

**14-15 décembre** – Le Conseil européen réuni à Laeken, sous la présidence belge, est marqué par la décision de créer une Convention qui sera chargée de préparer la réforme des institutions européennes et de travailler à la mise en place d'une Constitution de l'Europe. Cette Convention devra présenter ses conclusions devant la conférence intergouvernementale qui se réunira en 2004. Officiellement lancée le 28 février 2002, elle est présidée par l'ancien chef d'État français, Valéry Giscard d'Estaing, et est composée de 105 membres, représentants des gouvernements, des Parlements nationaux et européens et de la Commission. Par ailleurs, les Quinze déclarent, en accord avec la

Commission européenne, que 10 des 12 pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne pourraient être prêts à rejoindre l'Union avant 2004.

**1<sup>er</sup> janvier 2002** – Les billets et les pièces en euro sont mis en circulation dans l'Union européenne. Parmi les 15 pays de l'Union européenne, le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni ne participent pas à la zone euro. Le franc français sera retiré de la circulation le *17 février*. La France sera alors l'un des premiers pays, avec les Pays-Bas et l'Irlande à éliminer sa monnaie nationale, les autres pays ayant, eux, décidé d'attendre jusqu'au *28 février*, date butoir du retrait des monnaies nationales au sein de l'Union européenne.

**15-16 mars** – Au Conseil européen de Barcelone (Espagne), les quinze chefs d'État et de gouvernement s'accordent pour libéraliser en 2004 la fourniture d'électricité et de gaz aux clients professionnels. Le Conseil européen demande également aux États membres d'accélérer la réforme de leurs régimes de retraite pour garantir leur viabilité financière. Enfin, les Quinze réitèrent leur engagement à respecter le Pacte de stabilité et de croissance en parvenant à l'équilibre budgétaire d'ici à 2004.

**8 avril** – Le 2<sup>e</sup> groupe de médias allemand dépose le bilan de sa principale filiale Kirch Media. Cette faillite fait suite à une longue série de liquidations judiciaires touchant les plus grandes entreprises européennes et américaines : le groupe américain de télécommunications Global Crossing le 28 janvier 2002, le principal groupe de distribution d'énergie aux États-Unis, Enron, le

2 décembre 2001, la compagnie aérienne belge Sabena le 7 novembre, la société de chemin de fer britannique Railtrack le 7 octobre et le groupe français d'électroménager Moulinex-Brandt le 7 septembre. En France, le nombre de faillites a nettement augmenté au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2002. Plus de 10 700 entreprises (dont 25 de plus de 200 salariés) ont déposé leur bilan durant cette période, soit une augmentation de près de 20 % en glissement.

**16 avril** – Pour la première fois depuis vingt ans, une grève générale est lancée en Italie. Cette grève mobilise 13 millions de personnes, auxquelles s'ajoutent des centaines de milliers de manifestants, pour protester contre les réformes adoptées par le gouvernement Berlusconi (notamment la décision d'assouplir les règles de licenciement).

**Mai** – Aux Pays-Bas, le parti chrétien-démocrate arrive en tête des élections législatives du *15 mai*, suivi par l'extrême droite populiste. La droite l'emporte, comme elle l'avait fait au Danemark et au Portugal fin 2001. En France, un second tour d'un scrutin présidentiel insolite oppose Jacques Chirac au leader de l'extrême droite. Le président sortant remporte une victoire écrasante le *5 mai* avec plus de 80 % des voix. Les élections législatives des *8 et 16 juin* donnent à la droite 399 des 577 sièges de l'Assemblée nationale.

**21-22 juin** – Lors du Conseil européen de Séville (Espagne), centré sur le thème de l'immigration clandestine, les dirigeants des quinze pays de l'Union européenne se rallient à la position française et suédoise préconisant une coopération

plutôt que des représailles économiques envers les États à la source des flux migratoires clandestins.

#### ÉTATS-UNIS

**3 octobre 2001** – Suite aux attentats du 11 septembre, le président Bush annonce un plan de relance de l'économie et de réduction d'impôts d'un montant total de 115 à 130 milliards de dollars ; 60 à 75 milliards de dollars de crédits supplémentaires seront débloqués et s'ajouteront aux 55 milliards déjà votés par le Congrès (40 milliards mis à la disposition de la Maison-Blanche pour les premières mesures d'urgence et 15 milliards pour venir en aide aux compagnies aériennes). Après six mois de tractations, ce plan sera finalement voté le *8 mars 2002* par le Congrès, mais dans une version allégée puisque son montant a été limité à 42 milliards de dollars. Il prévoit un doublement de la durée d'indemnisation des chômeurs, des aides fiscales aux entreprises qui investissent et une assistance financière à la ville de New York.

**2 novembre** – Un compromis entre Microsoft et le département de la justice tente de mettre fin à la procédure antitrust engagée depuis 1998. En échange de la fin des poursuites, Microsoft s'engage à ne plus « conclure des accords stipulant l'utilisation exclusive de ses produits » et à « donner plus d'informations techniques sur ses systèmes d'exploitation Windows ». Neuf des dix-huit États qui avaient déposé une plainte, dont la Californie et le Massachusetts, rejettent ce compromis le *6 novembre*.

**6 novembre** – La Banque centrale américaine (Fed) ramène le taux des fonds fédéraux à 2 %, son niveau le plus bas depuis 1961, le taux de l'escompte étant pour sa part réduit à 1,5 %. Cette troisième baisse depuis les attentats du 11 septembre, et la dixième depuis le début de l'année, intervient alors que le repli de l'économie américaine est confirmé par la diminution de 0,4 % du PIB au troisième trimestre.

**26 novembre** – Le Bureau national des recherches économiques (NBER), l'autorité américaine en matière de cycle économique, annonce l'entrée des États-Unis dans la récession. Pour cet organisme, celle-ci aurait débuté en mars 2001, c'est-à-dire bien avant les attentats du 11 septembre, marquant ainsi la fin de la plus longue période d'expansion depuis le XIX<sup>e</sup> siècle (dix ans).

**2 décembre** – Enron, le principal groupe de distribution d'énergie aux États-Unis est mis en liquidation. Enron a profité de la déréglementation des années quatre-vingt-dix pour se développer dans le secteur de la distribution d'électricité, des services collectifs comme l'eau, et sur les marchés de matières premières. Le ministère de la Justice, la SEC (commission des opérations de Bourse de New York) et plusieurs commissions parlementaires ouvrent des enquêtes début janvier 2002. Le cabinet d'audit Arthur Andersen, l'un des plus prestigieux, est inculpé par le Département de la justice américaine pour avoir détruit des centaines de documents comptables concernant son client Enron. Après plus d'un mois de procès, il est jugé coupable d'obstruction à la justice le



15 juin, ce qui devrait entraîner sa liquidation. Le 25 juin, le groupe américain de télécommunication, WorldCom, reconnaît avoir commis des irrégularités comptables portant sur plus de 3,8 milliards de dollars. Cette nouvelle affaire, après celle d'Enron, provoque de fortes baisses sur les places financières américaines et européennes.

**6 décembre** – Adoptée par la Chambre des représentants, la procédure de vote bloqué, appelée *Fast Track*, prévoit d'octroyer des pouvoirs spéciaux au président qui peut négocier des accords commerciaux en contraignant le Congrès à adopter – ou rejeter – en bloc ces accords sans que ce dernier puisse les amender.

**4 février 2002** – Le président George W. Bush soumet au Congrès un projet de budget pour 2003 qui donne une place prépondérante à la défense, bénéficiant d'une augmentation de 15 %, la plus forte depuis vingt ans. Avec 379 milliards de dollars, cette allocation représente plus du double des dépenses européennes affectées à ce secteur.

#### JAPON

**1<sup>er</sup> octobre 2001** – L'opérateur mobile japonais NTT DoCoMo lance le premier service mondial de téléphonie mobile de troisième génération qui permet de télécharger des films, de la musique et d'autres données à une vitesse de 384 kilobits par seconde (kbps), avec comme objectif de compter 6 millions d'utilisateurs en 2004.

**30 octobre** – Le groupe japonais Nissan entre à hauteur de 15 % dans le capital du constructeur automobile

français Renault. Nissan devient le deuxième actionnaire de Renault, derrière l'État français qui doit réduire sa participation à 25 % du capital. Parallèlement, le groupe français se renforce en portant sa participation à 44,4 % du capital de Nissan.

**27 février 2002** – Le gouvernement japonais annonce un plan anti-déflation qui prévoit d'injecter des fonds publics dans les banques affaiblies par des créances douteuses, et d'assouplir la politique monétaire, la Banque du Japon devant augmenter la quantité de liquidités en circulation afin de favoriser le crédit et la consommation.

**27 mars** – La Diète adopte le budget japonais pour 2002 (dont l'exercice débute le 1<sup>er</sup> avril). Le déficit budgétaire est en augmentation de 5,9 % par rapport à celui enregistré en 2001. Le Japon a connu un recul du PIB de 1,2 % au dernier trimestre de 2001 tout comme lors des trois précédents. Le chômage se situe à un niveau record de 5,3 %.

**1<sup>er</sup> avril** – La fusion de trois grandes banques japonaises permet la création de Mizuho, la première banque mondiale en termes d'actifs. Cette fusion participe à la réorganisation du système bancaire japonais désormais dominé par quelques géants.

**22 mai** – Le ministère japonais des Finances demande à la Banque du Japon d'intervenir sur le marché des changes pour contrer la hausse du yen. Le yen, qui s'était fortement déprécié au début de cette année, est revenu à un niveau proche de celui de décembre 2001.